

Médias

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **41 (2004)**

Heft 1599

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

sur la scène fédérale

En revanche, la double majorité ou les droits populaires, prévus par la Constitution, deviennent des moyens de pression efficaces quand la collaboration avec la Confédération fait défaut.

rendum lancé par des cantons contre l'adhésion de la Suisse à une organisation internationale: utilisé fréquemment, cet instrument pourrait être source de blocage.

Des méthodes autoritaires au lieu des consultations

Reste la collaboration. Les cantons doivent être associés aux décisions de la Confédération dans le cadre des procé-

dures de consultation: la Constitution le prescrit. Mais la Confédération vient de piétiner la règle dans l'affaire de la progression à froid ainsi que pour un projet de révision de la LAMal. Les méthodes autoritaires dont fait parfois preuve Berne sont d'autant plus choquantes que la consultation constitue le principal moyen pour les cantons d'intervenir dans la politique fédérale.

Les institutions ne fournissent donc que peu de moyens et d'occasions aux cantons pour se faire entendre. Une fois que la Confédération s'est arrogée une compétence, les États fédérés sont pris au dépourvu. Ceux-ci n'hésitent dès lors plus à engager des porte-parole pour sensibiliser les parlementaires aux intérêts cantonaux. Autant mettre un emplâtre sur une jambe de bois. En revanche, le rôle accru

que pourrait jouer une véritable conférence des gouvernements cantonaux sur la scène politique fédérale constitue une voie plus intéressante. Pratiquement, les réunions entre les membres du Conseil fédéral et ceux des Conseils d'État devraient se multiplier. Renouer le dialogue à défaut de réformer en profondeur les institutions, tant ce dernier exercice s'apparente hélas à un vœu pieux. *ad*

Médias

La couleur du fait divers

Un débat récurrent occupe les médias: faut-il oui ou non mentionner la nationalité ou l'origine des auteurs présumés de crimes ou délits? Il y a un mois, dans l'émission de la TSR *Mise au point*, les partisans du «non» faisaient remarquer qu'il est inutile de stigmatiser une population si la nationalité ou l'origine ne sont pas des faits significatifs dans une affaire de ce type. Les partisans du «oui» estimaient, quant à eux, que l'on ne peut pas toujours publier ce qui plaît et qu'il faut éviter de verser dans le politiquement correct. La population a le droit de savoir. Faudra-t-il un jour taire le sexe d'un ou une criminelle parce que c'est discriminatoire? La nationalité (voire même la couleur de peau, pour le rédacteur en chef du *Matin* qui justifie cette précision en disant que c'est également un élément de compréhension dans le domaine du sport), en tant qu'elle est un facteur explicatif, devrait donc être mentionnée.

Quelle politique d'information faut-il donc choisir? Tout d'abord, il est évident que le principe de transparence a un certain nombre de limites, en particulier liées au respect de la sphère privée. Toutefois, on ne voit pas pour quelle raison il faudrait occulter des informa-

tions que les lecteurs ou spectateurs apprendront probablement par le biais d'autres sources moins recommandables, la rumeur ou le «on-dit». Ce serait partir du principe que la population n'est pas capable de discernement et cela n'est pas souhaitable. De plus, si le rôle des médias se limite à évoquer l'existence d'un délit ou d'un crime, sans autres précisions, autant renoncer à en parler. Il n'est d'ailleurs pas certain que la qualité générale des nouvelles y perdrait.

La nationalité n'explique pas tout

D'un autre côté, si les journalistes publient ce genre d'informations en évoquant la nationalité ou l'origine et se justifient en parlant de facteurs significatifs ou explicatifs, ils seraient plus honnêtes s'ils faisaient également figurer systématiquement dans leurs articles d'autres précisions: situation familiale, lieu d'habitation, catégorie socio-professionnelle, niveau de revenu, par exemple. Sinon ils décident implicitement (d'autant plus quand la nationalité apparaît déjà dans le titre ou le chapeau d'un article), sans aucune base scientifique, que le facteur national (ou «ethnique») est seul ou en majeure partie déterminant. Ce qui est faux,

du point de vue de la criminologie, et occulte des éléments plus pertinents. Quand *24 heures* (19 novembre 2003) justifie sa position de publier l'information en écrivant que la recherche de vérité, en matière de faits divers, «s'incarne en des personnes qui ont un sexe, un âge et une nationalité», on s'inquiète de voir à quoi peut se réduire un être humain et des situations pourtant toujours complexes. L'information est, dans ce cas, clairement lacunaire.

En Suisse, la criminalité n'est pas le fait majoritaire des étrangers mais des catégories de population les plus défavorisées. «Les risques qui sont à l'origine de la criminalité sont particulièrement grands lorsque plusieurs facteurs sont réunis: un statut social bas, une désintégration sociale, une mauvaise formation et des perspectives d'avenir minimales» (www.snf.ch/fr/com/prr/prr_arh_00jun20.asp, Fonds national suisse de la recherche scientifique, communiqué de presse du 20 juin 2000). Ce genre de données permet d'expliquer, en grande partie, la surreprésentation des étrangers dans les statistiques de délinquance et criminalité. C'est peut-être cela qu'il faut dire et répéter. Informer, oui, mais complètement. *os*